

**CONSULTATION « SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE D'EDF SA », RÉSULTATS 2016 ET PERSPECTIVES 2017 ; AIDES PUBLIQUES 2016 ; RSE ; RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**

L'analyse et la position de FO sur les comptes 2016 et les résultats 2017 reposent sur les mêmes constats et mêmes batailles syndicales que vis-à-vis des choix induits par une mauvaise Loi de Transition Énergétique, le rachat d'AREVA NP, la décision de l'investissement Hinkley Point C.

Ces trois grands axes ont plusieurs conséquences néfastes :

La dette d'EDF s'accroît.

La valeur de l'action, la valeur d'EDF, est en chute libre représentant moins d'un quart de sa valeur de 2004.

2017 sera une mauvaise année sur le plan financier, et nous le savons c'est principalement la mission de service public d'EDF, les conditions de travail, les salaires, les emplois, les externalisations, les fermetures de sites, la sous-traitance, qui serviront de variables d'ajustement.

La volonté de restructurer les comptes conduit à un plan de cession d'actifs de 10 milliards qui se traduit par la cession de filiales historiques en Europe Centrale qui pourtant contribuent positivement à l'EBITDA. Ce même plan conduisant à la cession de RTE éloignant ainsi EDF de sa position stratégique d'acteur intégré.

Une nouvelle pression est mise sur les OPEX — dont la masse salariale — à hauteur de 1 milliard, ce qui se traduit et se traduira par des suppressions de milliers d'emplois, l'externalisation de nos compétences, la filialisation des activités notamment tertiaires.

Concernant les CAPEX — les investissements d'avenir de notre entreprise — hors linky et hors Nucléaire Anglais, c'est une réduction de 10 milliards qui se profile. Où sont enlevés ces milliards d'investissements ? Allez-vous sacrifier le « grand carénage » plan de rénovation de nos centrales nucléaires vitales sur le long terme à l'EBITDA ?

Concernant donc notre avis sur les Comptes 2016 et perspectives 2017, un point à lui seul nous motive pour ne pas acquiescer sagement. C'est celui de la rémunération, celui du 0 % d'augmentation du Salaire de Base, celui du recul des taux d'Avancements aux choix.

La demande de FO reste entière sur ces deux points et nous continuons d'exiger la réouverture de négociations.

1 % de SNB c'est moins de 70 millions à comparer aux dividendes versés aux actionnaires qui contre « vents et marée » sont maintenus à 2,1 milliards.

Concernant le CICE, EDF a bénéficié de plus de 50 millions. Pour mémoire le CICE c'est un plan d'allègement des charges des entreprises pour soutenir la compétitivité et l'Emploi dans un objectif qui ne sera pas atteint d'inverser la courbe du chômage. 50 millions c'est « bon an, mal an » un bon millier d'emplois que devrait financer ce CICE... Au lieu de cela, c'est encore une fois des annonces massives de suppressions d'emplois que vous avez annoncé devant ce même CCE.

Pour FO c'est la confirmation que la politique de réduction des charges ne permet jamais l'atteinte des objectifs affichés. Pour FO c'est la demande qu'il faut soutenir, en augmentant le pouvoir d'achat, en augmentant les salaires.

La nouveauté, cette année, réside dans un pavé sur la RSE. Pour rester sur le plan du dialogue social l'accord RSE qui date de 2005 sera renégocié dans les prochaines semaines. FO souhaite que la négociation conduise à un accord unanime, normatif, modernisé dans son contenu et sa rédaction et qu'il soit « concret, palpable et mesurable » pour chacun des salariés d'EDF.

Concernant la Recherche et Développement, sur le plan technique, le plan est ambitieux, très riche et intéressant, bien détaillé et semble adapté aux enjeux d'EDF.

On peut cependant déplorer l'absence de programme ambitieux de recherche concernant la décarbonation du thermique à flamme.

Concernant les moyens en personnel, en budget et formation en baisse, le plan n'est pas satisfaisant par rapport aux enjeux et aux nombreux sujets de recherche et innovations ou il faudrait plutôt renforcer les moyens :

Comme grand carénage, transition énergétique, stockage, transformation numérique, services aux clients, etc.

Au lieu de ça on constate de plus en plus d'externalisation de la recherche : création de starts up, augmentation des contrats de partenariats et de sous-traitance (universités, sociétés de prestations extérieures, etc..).

Toutes les OS de la R&D ont exprimé leur désaccord avec les baisses d'effectifs statutaires programmées au moyen d'un courrier au Président de la République,

Nous soulignons le risque de perte de compétences techniques de haut niveau due aux départs en retraites de nombreux experts, ces compétences d'experts nécessitant de nombreuses années d'activité et d'expérience pour être reconstituées.

Concernant le déménagement du centre R&D de Clamart à Palaiseau, la direction affiche une grande réussite hormis quelques problèmes mineurs, il faut tempérer ce constat en signalant le manque de moyens alloués aux prestataires (Dalkia ou autres) pour la résolution des problèmes sérieux et urgents qui ont été constatés, on peut citer comme exemple l'incapacité à résoudre des problèmes de chauffage dans certains bureaux dont la T° a été régulièrement mesurée à 16 °C le matin et restant à moins de 18 °C toute la journée, rendant les conditions de travail dans ces bureaux insupportables.

Il faut signaler aussi des problèmes de pannes récurrentes des ascenseurs, pouvant créer des situations dangereuses pour les personnes à mobilité réduite. Ce problème a été évoqué à plusieurs reprises au CHSCT, mais sans traitement suffisamment efficace.

On dénonce également l'impossibilité de pouvoir contacter un n° d'appel d'urgence pour les situations d'urgence comme c'était le cas à Clamart, toutes les demandes de travaux y compris celles urgentes devant passer par un pilotimmo, avec des délais de traitement trop longs en raison du manque de moyens cités ci-dessus.

L'objectif affiché de priorité de réduction des effectifs des fonctions support pour limiter les diminutions des effectifs des activités de cœurs de métiers n'est pas acceptable de notre point de vue et va dégrader sensiblement la QVT des agents des fonctions support déjà souvent très chargés ainsi que celle des chercheurs qui n'auront pas les services de supports adaptés à leurs missions.